



PRÉFET DE L'ARDECHE

Délégation départementale
de l'Agence Régionale de Santé

ARRETE PREFECTORAL n° 2013 344-0006
Déclarant d'utilité publique les travaux de captage
et les mesures de protection de la ressource,
Autorisant la production d'eau
et sa distribution pour la consommation humaine

Renforcement des ressources en eau potable
Maître d'ouvrage : Commune de LAGORCE
Captage : Forage d'Orbeire
Commune : LAGORCE

Le Préfet de l'Ardèche
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1321-1 et suivants et R. 1321-1 et suivants ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 215-13 ;

VU le code minier, notamment l'article 131 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-2, L. 2215-1 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 126-1, R. 126-1 à R. 126-3, R. 126-36 ;

Vu l'arrêté interministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la nomenclature [codifiée à l'article R 214-1 du code de l'environnement] ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 modifié relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

VU la circulaire DGS/VS4/2000/166 du 28 mars 2000 relative aux produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'Arrêté préfectoral du 31 décembre 1979 modifié définissant le règlement sanitaire départemental de l'Ardèche ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse approuvé le 20 novembre 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013 127-0008 du 7 mai 2013 portant ouverture de l'enquête publique ;

VU la délibération en date du 29 janvier 2013 de la commune de LAGORCE demandant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique relative au pompage et à la protection du forage d'Orbeire ;

VU le dossier d'enquêtes publique et parcellaire dressé le 20 décembre 2012 par le bureau d'études Rhône Cévennes Ingénierie ;

VU l'avis de M. Daniel CUCHE, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique dans le département de l'Ardèche, dans son rapport daté du 23 mai 2011 ;

VU l'avis daté du 15 mars 2013 du directeur départemental des territoires, service environnement ;

VU l'avis daté du 15 février 2013 du directeur départemental des territoires, service urbanisme et territoires ;

VU l'avis daté du 15 janvier 2013 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (unité territoriale Drôme-Ardèche) ;

VU l'avis daté du 19 mars 2013 de la délégation départementale de l'Ardèche de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes dans son rapport de synthèse ;

VU les conclusions et l'avis datés du 17 juillet 2013 de M. Jacques VIEILLEVIGNE, commissaire enquêteur ;

VU l'avis daté du 5 décembre 2013 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Ardèche ;

CONSIDERANT qu'il est de l'intérêt général d'assurer la sécurité de l'alimentation en eau potable de la commune de LAGORCE ;

CONSIDERANT qu'il est d'utilité publique d'assurer la protection de la qualité des eaux par la détermination d'un périmètre de protection immédiate, d'un périmètre de protection rapprochée et d'un périmètre de protection éloignée autour du point de prélèvement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche,

ARRETE

ARTICLE 1 - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique, au titre des articles L 215.13 du code de l'environnement et L. 1321-2 du code de la santé publique :

- les travaux de dérivation des eaux souterraines à entreprendre par la commune de LAGORCE,
- l'aménagement et l'exploitation du forage d'Orbeire situé sur le territoire de la commune de LAGORCE,
- la délimitation des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du forage,

- l'institution des servitudes devant grever les terrains inclus dans les périmètres de protection contre la pollution des eaux.

L'indice BSS du captage est le 865-6X-0016/F.

Les coordonnées en Lambert II étendu du forage sont : X = 765 736 ; Y = 1 942 123 ; Z = 168m NGF.

ARTICLE 2 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (P.P.I.)

2-1 – Localisation

Conformément à l'extrait de plan parcellaire annexé au présent arrêté, le P.P.I. occupe :

- en section I du plan cadastral de la commune de LAGORCE, la parcelle n° 366 : P.P.I. du forage,
- en section B du plan cadastral de la commune de LAGORCE, une partie de la parcelle n° 351 : aven des Clapas,
- en section B du plan cadastral de la commune de LAGORCE, une partie de la parcelle n° 336 : aven du Garde,
- en section B du plan cadastral de la commune de LAGORCE, une partie de la parcelle n° 134 : aven de Leyris,
- entre les parcelles n° 332 – section I2 et n° 182 – section B3 du plan cadastral de la commune de LAGORCE, une centaine de mètres dans le lit du ruisseau de La Sompe à l'amont du Gour de La Sompe : Perte de La Sompe.

2-2 – Propriété

La commune de LAGORCE, ci-après dénommée Personne Responsable de la Production et de la Distribution de l'Eau (P.R.P.D.E.) doit acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées à l'article 11 du présent arrêté, les terrains utiles à la réalisation du projet et à la constitution du P.P.I..

Les terrains inclus dans le P.P.I. resteront la propriété de la P.R.P.D.E. tant que le captage servira pour l'alimentation publique en eau destinée à la consommation humaine.

2-3 – Aménagements

Le P.P.I. du forage est entouré d'une clôture solide et infranchissable, d'une hauteur minimale de 1,50m, interdisant l'accès aux animaux ainsi qu'à toute personne étrangère à l'exploitation. L'accès se fait à partir d'un portail fermant à clef. Ce portail est suffisamment large pour permettre toutes interventions utiles sur les ouvrages. Une plaque rappelant l'interdiction de pénétrer et les coordonnées de l'exploitant à contacter en cas d'urgence, est apposée sur le portail d'entrée.

Une protection contre l'accès aux trois avens est mise en place. Elle est constituée d'une dalle en ciment ferrillée équipée d'une plaque métallique type tampon Foug fermant à clef.

De part et d'autre de la Perte de La Sompe sont mis en place des panneaux d'interdiction de baignade et de dépôts.

2-4 – Interdictions et urbanisme

Le P.P.I. est classé en zone naturelle ou agricole et matérialisé dans les documents de planification urbaine de la commune de LAGORCE.

Dans la zone délimitée par le P.P.I., sont interdites toutes les activités autres que celles liées à l'aménagement, l'exploitation, l'entretien et le contrôle des ouvrages de captage.

2-5 - Entretien

Le terrain du P.P.I. du forage est entretenu en prairie, fauché régulièrement et maintenu constamment propre. L'usage de tout produit fertilisant, désherbant ou phytosanitaire pour l'entretien

de cette zone est interdit. Chaque intervention sera consignée dans le fichier sanitaire mentionné à l'article 8 du présent arrêté. La totalité de la végétation ligneuse est éliminée. La personne responsable de la production de l'eau veillera à ôter les souches des arbres pour éviter les repousses.

2-6 - Accès

Le P.P.I. du forage situé en bordure de la route départementale n°1 est parfaitement accessible par tout véhicule de service. Les trois avens et la Perte de La Sompe ne sont accessibles qu'à pied.

ARTICLE 3 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE (P.P.R.)

Conformément à l'extrait de plan parcellaire annexé au présent arrêté, le P.P.R. occupe :

- P.P.R. du forage :
 - en section B du plan cadastral de la commune de LAGORCE, les parcelles n° 304, 305, 308, 309, 310, 311,
 - en section I du plan cadastral de la commune de LAGORCE, les parcelles n° 159 à 162, 165 à 170, 203 à 215, 344 à 347, 349, 351 à 365, 367 à 371, 431, 439, 447, 449 à 453, 458, 459, 462, 464, 482 à 485, 493 et une partie des parcelles n° 171, 380, 460, 463.
- P.P.R. Perte de La Sompe :
 - en section B du plan cadastral de la commune de LAGORCE, les parcelles n° 147, 148, 151, 155 à 170, 172 à 175, 179, 181, 182, 619, 620, 664 à 666, 726, 727 et une partie des parcelles n°176, 177, 178, 184, 618,
 - en section I du plan cadastral de la commune de LAGORCE, les parcelles n° 84, 89 à 91, 113, 114, 116, 117, 331 et une partie de la parcelle n° 332.

Un panneau installé au niveau de chaque voie publique d'accès, indique l'entrée dans une zone de protection des eaux, et les coordonnées du gestionnaire du captage en cas de pollution constatée.

A l'intérieur du P.P.R. sont interdits ou réglementés toutes les activités et tous les rejets susceptibles d'altérer la qualité de l'eau prélevée, et notamment :

3-1- Mesures générales de protection de la ressource

Sont interdits :

- tout nouveau prélèvement d'eau par pompage ou captage de source, à l'exception des ouvrages destinés à l'alimentation en eau potable et des ouvrages destinés à protéger les captages contre les pollutions accidentelles,
- le fonçage de nouveaux puits, forage ou piézomètre à l'exception de ceux destinés à l'alimentation en eau potable,
- l'installation d'un déversoir d'orage,
- l'établissement de nouvelles canalisations d'hydrocarbures liquides ou gazeux ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible d'altérer la nappe,
- le stockage de produit toxique ou radioactif ou de tout produit ou matière susceptible d'altérer la qualité des eaux, autres que ceux mentionnés à l'article 3-4,
- le rejet de produit toxique ou radioactif ou de tout produit ou matière susceptible d'altérer la qualité des eaux,
- le dépôt de matières fermentescibles,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou gravières,
- l'ouverture d'excavations à ciel ouvert,
- la création de mare, étang ou lac collinaire.

Est réglementé :

- le remblaiement des excavations existantes est effectué avec des matériaux chimiquement neutres, non nocifs, non toxiques et imputrescibles.

3-2- Mesures spécifiques à l'occupation du sol

Sont interdits :

- les puits d'infiltration destinés à l'évacuation d'eaux pluviales,
- l'installation de nouveaux ouvrages de traitement des eaux usées par infiltration dans le sol ou le sous-sol,
- le rejet d'eaux usées traitées dans le milieu hydraulique superficiel sauf en cas de traitement tertiaire des paramètres microbiologiques et à l'exception du rejet d'eaux usées traitées provenant de dispositifs d'assainissement existants et en bon état de fonctionnement de maisons individuelles d'habitation,
- la création de cimetière,
- la création d'activités artisanales ou industrielles,
- l'établissement de nouveau camping ou nouveau parc résidentiel de loisir,
- l'établissement de centre de stockage de déchets ultimes (classes I, II et III),
- l'établissement d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement,
- l'établissement d'une station d'épuration collective,
- l'établissement de déchetterie.

Sont réglementés :

- les projets de nouvelles constructions et de changement de destination des habitations et infrastructures existantes ainsi que les aménagements du camping de Chadeyron restent compatibles avec l'enjeu de protection des eaux souterraines et sont soumis à l'avis du préfet,
- les terrains correspondant au P.P.R. sont classés en zone agricole ou naturelle dans le document de planification urbaine de la commune de LAGORCE,
- les dispositifs d'assainissement non collectif des habitations existantes sont contrôlés dès notification du présent arrêté. En cas de dysfonctionnement, une réhabilitation de la filière est effectuée dans le respect du présent article et de la réglementation en vigueur en matière d'assainissement, dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté,
- le dispositif d'assainissement non collectif du camping de Chadeyron est mis en conformité avec le présent article et la réglementation en vigueur en matière d'assainissement, dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté. La P.R.P.D.E. réalise les tranchées d'infiltration des eaux traitées,
- le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif est effectué conformément à la réglementation en vigueur.

3-3- Mesures liées aux activités agricoles et forestières

Sont interdits :

- le stockage de lisier, purin ou jus d'ensilage, de fumier et autres déjections solides,
- l'épandage de lisier, de fumier frais et de boues de station d'épuration,
- l'installation de bâtiment d'élevage et de stabulation libre découverte,
- la création de points de fixation du bétail (abreuvoir, pierre à sel, mangeoire),
- la coupe à blanc du bois.

Sont réglementés :

- les animaux d'élevage peuvent pâturer de manières extensive et temporaire,
- les exploitants agricoles limitent la pollution agricole des eaux souterraines en respectant les principes suivants : choix des dates d'épandage d'engrais, de phytosanitaires, doses limitées aux seuls besoins des plantes conformément au code des bonnes pratiques agricoles, désherbage chimique limité au strict minimum, désherbage mécanique privilégié, alternance des matières actives utilisées,
- les exploitants agricoles respectent le protocole d'accord relatif à la protection des points d'eau publics destinés à l'alimentation en eau potable en Ardèche du 30 juin 2005.
- les exploitants agricoles tiennent à disposition de la P.R.P.D.E. et de la Délégation Départementale de l'Ardèche de l'Agence Régionale de Santé Rhône Alpes, un cahier des surfaces traitées par les phytosanitaires, qui indique :

- la localisation des surfaces traitées,
- la date de traitement,
- la dénomination des matières actives appliquées,
- la quantité de matières actives appliquées,

3-4- Mesures diverses

Sont interdits :

- le camping sauvage et le stationnement des caravanes et camping-cars en dehors du terrain de camping de Chadeyron,
- la pratique des sports mécaniques sur circuit fermé.

Sont réglementés :

- les stockages de produits chimiques (phytosanitaires, hydrocarbures ...) existants :
 - la P.R.P.D.E. recense les stockages de produits chimiques existants dans le délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté,
 - les stockages de produits chimiques existants sont équipés de système de rétention d'un volume au moins égal au stockage,
 - En cas de dégradation ou d'absence du système de rétention, les stockages de produits chimiques existants sont équipés ou sécurisés sans délai,
 - les stockages de produits chimiques existants sont contrôlés tous les cinq ans.

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire qui veut créer une activité, une installation, un ouvrage non mentionnés à l'article 3 du présent arrêté ou effectuer des travaux non mentionnés à l'article 3 du présent arrêté, dans le P.P.R., fait connaître son intention au préfet, en précisant les caractéristiques de son projet.

Le préfet fait connaître son avis et les éventuelles prescriptions destinées à préserver la ressource en eau dans un délai maximal de trois mois à partir de la réception de tous les renseignements ou documents demandés. Sans réponse de l'administration au terme de ce délai, sont réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

ARTICLE 4 - PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE (P.P.E.)

Conformément à la carte au 1/25 000^{ème} annexée au présent arrêté, le P.P.E. couvre la totalité du plateau depuis le Bois d'Ajude au Sud jusqu'aux Terres du Charnier au Nord.

A l'intérieur du P.P.E., tout projet susceptible d'altérer la qualité de la nappe (usines, carrières, centres de stockage de déchets ultimes, déchetterie, bâtiments d'élevage, stations d'épuration, nouvelles voies de circulation, puits filtrants, plan d'eau, aire de camping ...) est soumis à l'avis du préfet, le cas échéant après consultation d'un hydrogéologue agréé (nommé par le préfet et rémunéré par le pétitionnaire).

Tout projet impliquant l'utilisation d'une ressource en eau privée est soumis à l'avis du préfet, le cas échéant après consultation d'un hydrogéologue agréé (nommé par le préfet et rémunéré par le pétitionnaire). Le projet comprend une étude hydrogéologique démontrant l'absence d'incidence de ce prélèvement sur le captage de la source Font Garou et sur le forage d'Orbeire.

ARTICLE 5 - MISE EN CONFORMITE DU FORAGE ET DES PERIMETRES DE PROTECTION

5-1 – Périmètres de protection

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de la publication du présent arrêté sur les terrains inclus dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée, il est satisfait aux obligations de mise en conformité fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté dans un délai de 2 ans à

compter de la notification du présent arrêté, hormis les articles 2-2 et 2-3 qui sont respectés dans le délai de 2 ans après acquisition des terrains, sans préjudice des mesures prises en vertu de l'article 11 du présent arrêté.

5-2 – Forage

Le forage est équipé des éléments suivants :

- un tube acier plein du niveau du terrain naturel (TN) à -81m par rapport au TN,
- un tube acier crépiné de -81m à -99m par rapport au TN,
- une cimentation annulaire d'isolation des eaux superficielles du TN à -40m par rapport au TN,
- une pompe d'exhaure de débit 20m³/h,
- une construction maçonnée abritant la tête du forage et l'installation électrique, fermée par une porte métallique.

Les travaux suivants sont réalisés dès notification du présent arrêté :

- remplacement de la pompe existante par une pompe de débit 30m³/h,
- installation d'un débitmètre,
- installation d'un turbidimètre enregistreur associé à une électro-vanne pour by-passer l'eau pompée en cas de turbidité supérieure à 1 NTU.
- mise en place d'un robinet de prise d'échantillon d'eau brute aménagé de façon à permettre le remplissage des flacons, le flambage du robinet et l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (panonceau, plaque gravée).

ARTICLE 6 - AUTORISATION DE PRODUCTION DE L'EAU

La P.R.P.D.E. est autorisée, en vue de la consommation humaine, à produire l'eau du forage d'Orbeire selon les modalités techniques figurant au dossier d'enquête publique et dans les conditions fixées dans le présent arrêté et à mettre en service une unité de traitement pour sa potabilisation.

La filière de traitement se compose en permanence du module suivant :

1. Désinfection par chlore gazeux (Cl₂)

La surveillance et le pilotage de la filière de traitement est assurée par :

- un robinet de prise d'échantillon d'eau traitée aménagé de façon à permettre le remplissage des flacons, le flambage du robinet et l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (panonceau, plaque gravée),
- un analyseur de chlore pour le contrôle de la désinfection,
- l'analyse en continue du paramètre turbidité,
- un système de télé surveillance pour suivre à distance les installations et une télé alarme avertissant de défaut électrique ou mécanique ou d'intrusion dans le local.

La filière de traitement doit être conforme aux prescriptions du présent article dès notification du présent arrêté.

L'ensemble du dispositif de traitement se situe dans le bâtiment technique abritant le dispositif de pompage. A ce bâtiment est accolé un local renfermant les bouteilles de chlore gazeux. Les deux bâtiments sont dotés d'une porte métallique munie d'une serrure de sécurité. Ils sont ventilés (ventilation haute et basse) et équipés hors gel.

ARTICLE 7 - AUTORISATION DE DISTRIBUTION DE L'EAU

La P.R.P.D.E. est autorisée, en vue de la consommation humaine, à distribuer l'eau prélevée dans le forage d'Orbeire.

Le captage alimente en permanence pour l'unité de gestion de la commune de LAGORCE, le réservoir d'Orbeire qui dessert l'unique unité de distribution comprenant Le Village et les quartiers Le Bouchet, Peyrousse, Les Brugières, Sévenier, Sarrasin, Chassille, Bouret, Tabias, La Clapine,

Marichard, Bourgnolle, Ferrières, Vigier, Michelet, Lacessas, Charousset, Miquenly, Les Combeaux, Saint André, Les Riailles, Les Bouchets, Petit Chaussy, L'Hardy, Charpennes, Pécoulas, Terriers, Les Silhols, La Chadenède, Labeaume, Condamine, Serre de Rimbaud, La Fontaine de Cade, Domaine de Courbessas, La Lauze, Sainte Anne et Leyris.

ARTICLE 8 - SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'EAU

La P.R.P.D.E. est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, dans les conditions prévues à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique. En outre elle tient à jour un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations relatives aux mesures prises pour la protection de la ressource et le fonctionnement des installations.

Ce fichier sanitaire est tenu à la disposition du préfet. La P.R.P.D.E. porte à sa connaissance tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique.

Tout dépassement des normes de qualité fait l'objet d'une enquête menée par la P.R.P.D.E. pour en rechercher l'origine et être suivi de mesures correctives. L'usage de l'eau peut être immédiatement suspendu par la P.R.P.D.E., sous son initiative ou à la diligence du préfet jusqu'à ce qu'une nouvelle analyse révèle le respect des normes de qualité. En cas de persistance de ces dépassements, l'autorisation peut être retirée ou un système de traitement peut être rendu obligatoire par le préfet.

Le contrôle sanitaire réglementaire incombe au préfet. La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la P.R.P.D.E. selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

L'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire et les synthèses commentées que peut établir le préfet sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée sont portés à la connaissance du public selon les dispositions de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 - ALERTE

Toute personne à l'origine ou témoin, d'un incident dans les périmètres de protection susceptible de porter atteinte à la qualité de la ressource exploitée, doit en informer sans délai la personne responsable de la production de l'eau, le maire de la commune concernée ou la direction départementale de la protection civile.

En cas de pollution accidentelle des eaux, la P.R.P.D.E. activera le plan d'intervention qu'elle aura élaboré pour limiter les conséquences du sinistre et préserver la sécurité des usagers du réseau de distribution d'eau.

ARTICLE 10 - INDEMNITES

Les aménagements et indemnités nécessaires à la mise en place des périmètres de protection seront conduits à la diligence de la personne responsable de la production de l'eau.

La P.R.P.D.E indemnise le cas échéant les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ainsi que les propriétaires fonciers et toute personne exerçant une activité directement impactée par les servitudes du périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 11 - NOTIFICATION ET PUBLICATION DES SERVITUDES

Le présent arrêté est porté à la connaissance du public conformément aux articles R1321-13-1 et R1321-13-2 du code de la santé publique.

Il est notifié, par les soins et à la charge de la P.R.P.D.E., sous pli recommandé avec avis de réception, à chacun des propriétaires et usufruitiers des parcelles intéressées par l'établissement des périmètres de protection immédiate et rapprochée ; dans la huitaine qui suit cette notification, les propriétaires et usufruitiers sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les autres personnes intéressées sont tenues, dans le même délai de huitaine, de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi elles seront déchues de tout droit à l'indemnité.

Les servitudes prévues au présent arrêté seront transcrites dans le document d'urbanisme de la commune de LAGORCE dans un délai d'un an.

En outre, le présent arrêté sera :

- affiché en mairie de LAGORCE pendant une durée minimale de 2 mois ; mention de cet affichage sera insérée dans 2 journaux locaux à la diligence de la P.R.P.D.E. ;
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture à la diligence de l'agence régionale de santé – délégation départementale de l'Ardèche.

Le maire de LAGORCE conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

ARTICLE 12 - DELAIS DE RECOURS ET DROITS DES TIERS

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Lyon :

- en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique, en application de l'article L 421-1 du code de justice administrative :
 - o par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de son affichage en mairie.
- en ce qui concerne les servitudes publiques, en application de l'article R 421-1 du code de justice administrative :
 - o par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 13 - DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage reste en exploitation, dans les conditions fixées par celui-ci.

L'expropriation est réalisée au plus tard 5 ans après la notification du présent arrêté. Les effets de la présente déclaration d'utilité publique peuvent être prorogés une fois pour une durée au plus égale, sans nouvelle enquête préalable, par un acte pris dans la même forme que le présent arrêté. Toute autre prorogation ne peut être prononcée que par décret en conseil d'état.

En cas d'absence d'acquisition à l'amiable ou d'expropriation effectuée dans les conditions citées à l'alinéa précédent, la présente déclaration d'utilité publique est réputée caduque.

ARTICLE 14 - RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE

La P.R.P.D.E est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le maire de LAGORCE doit veiller au respect des prescriptions du présent arrêté relatives aux périmètres de protection, dans le cadre de sa police administrative de salubrité publique.

ARTICLE 15 - SANCTIONS PENALES

Toute personne qui ne respecte pas les prescriptions mentionnées dans le présent arrêté s'expose à des sanctions administratives et/ou pénales prévues par la loi.

ARTICLE 16 - DECLARATIONS DE MODIFICATIONS

Conformément à l'article R. 1321-11 du code de la santé publique, la P.R.P.D.E. déclare au préfet tout projet de modification des installations et des conditions d'exploitation mentionnées dans le présent arrêté et lui transmet tous les éléments utiles pour l'appréciation du projet, préalablement à son exécution.

Le préfet statue sur cette déclaration dans un délai de deux mois, soit en prenant un arrêté modificatif, soit en invitant ladite personne -le cas échéant après consultation d'un hydrogéologue agréé- à solliciter une révision du présent arrêté. A défaut de décision dans ce délai, le projet de modification sera réputé accepté.

Le changement du titulaire de la présente autorisation, sans modification des conditions d'exploitation, doit faire l'objet d'une déclaration au préfet, qui modifiera le présent arrêté d'autorisation.

ARTICLE 17 - ABROGATION

L'arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation et d'exploitation du forage d'Orbeire du 14 avril 1986 est abrogé.

ARTICLE 18 - MESURES EXECUTOIRES

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche, le délégué départemental de l'Ardèche de l'agence régionale de santé Rhône Alpes, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, le maire de LAGORCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Ardèche et dont copie sera adressée :

- au maire de LAGORCE,
- au délégué départemental de l'Ardèche de l'agence régionale de santé Rhône Alpes,
- au directeur départemental des territoires, services police de l'eau et urbanisme,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes (unité territoriale Drôme-Ardèche),
- au directeur de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse,
- au président du conseil général de l'Ardèche.

Privas, le 10 DEC. 2013

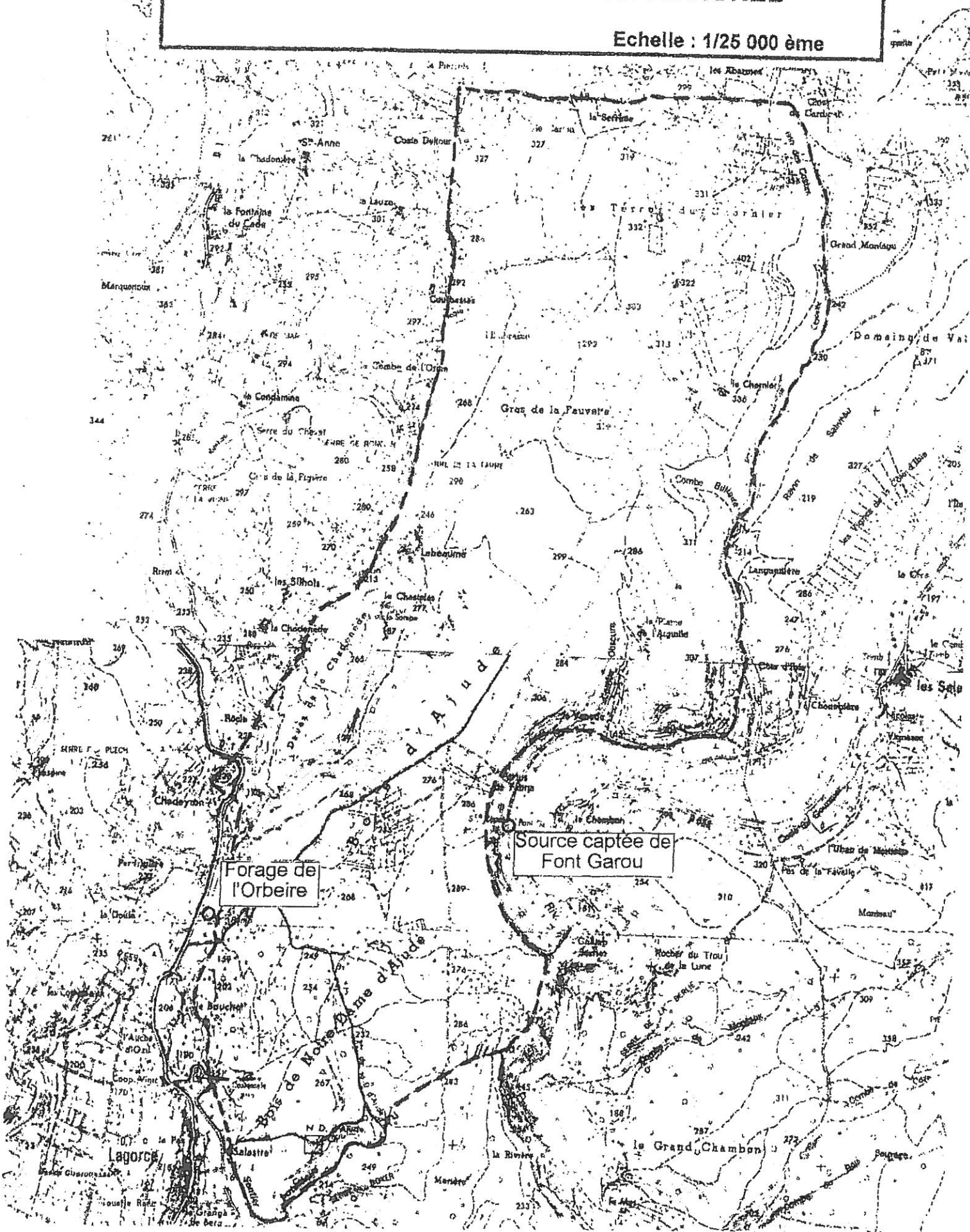
Le Préfet,

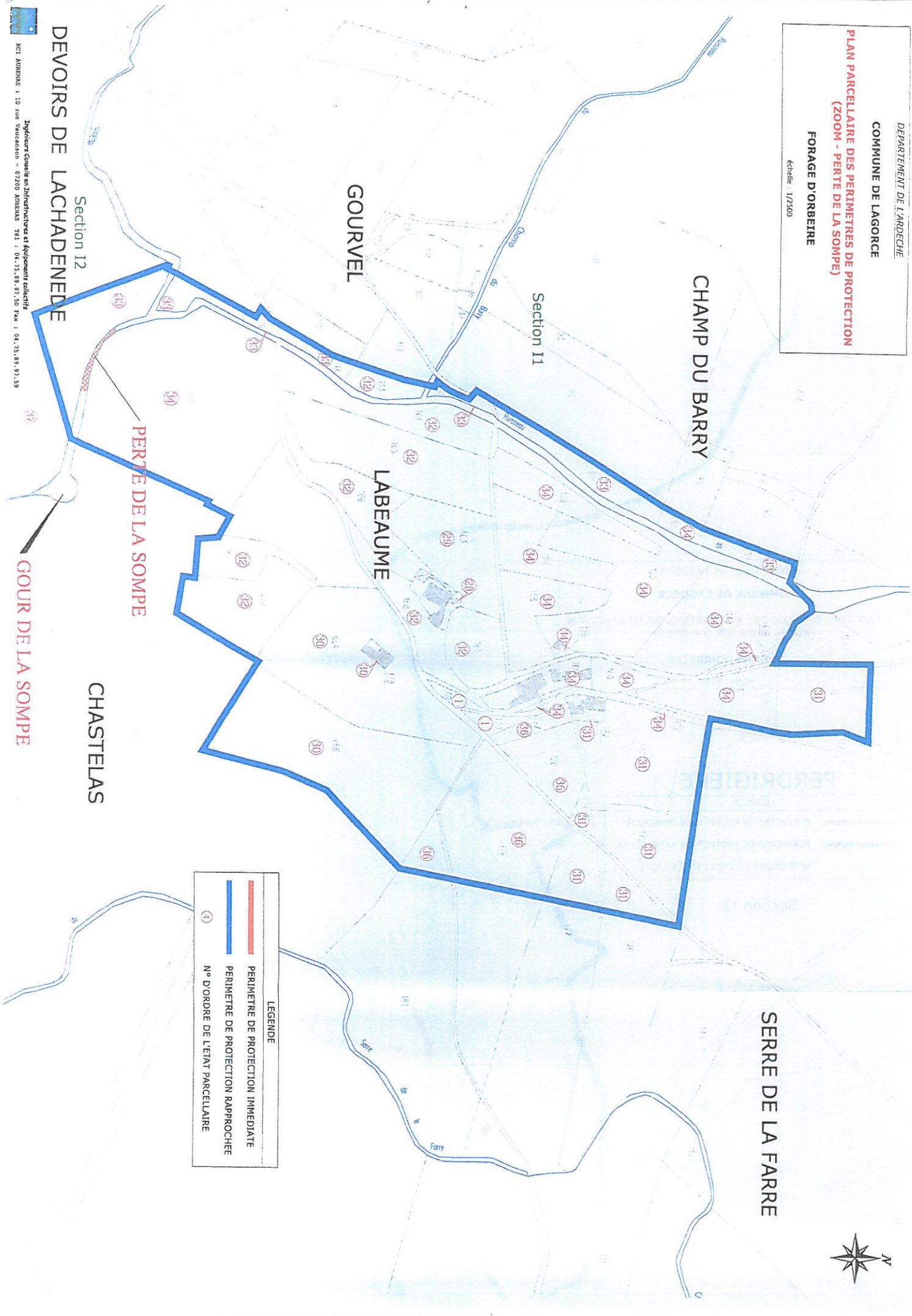
~~Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,~~

Doris MAUVIS

FORAGE D'ORBEIRE et SOURCE DE FONT GAROU
PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

Echelle : 1/25 000 ème





LEGENDE	
—	PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE
—	PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE
①	N° D'ORDRE DE L'EVAL PARCELLAIRE

Section 12
DEVOIRS DE LACHADENEDE

PERTE DE LA SOMPE

GOUR DE LA SOMPE

CHASTELAS

GOURVEL

LABEAUME

CHAMP DU BARRY

SERRE DE LA FARRE

